

**37ème Congrès national corporatif
5ème Congrès de la C.G.T.-F.O.**

du 24 au 27 octobre 1956

Paris - Palais de la mutualité

INTERVENTION D'ALEXANDRE HÉBERT: DISCUSSION SUR LE RAPPORT MORAL...

Le Président: La parole sera donnée maintenant à Hébert...

Hébert: Camarades, Bothereau a terminé ce matin son intervention en demandant au Congrès de définir des positions, définir des positions qui soient à la fois conformes aux intérêts de la classe ouvrière, que nous avons mission de défendre et aussi, bien sûr, au développement de notre organisation. Je pense, camarades, que Bothereau a parfaitement raison de poser cette question et il faut aujourd'hui que nous essayions ici de traduire les aspirations de la classe ouvrière. Il faut que nous essayions de dire ce que les ouvriers attendent de notre syndicalisme et aussi essayer de définir les moyens de faire aboutir nos revendications.

Sur les aspirations de la classe ouvrière, vous les connaissez, elles peuvent se résumer en deux mots : *"mieux être"*.

Sur les moyens, je crois que nous pouvons facilement nous mettre d'accord pour dire que l'expérience de ces dernières années a confirmé que seul le rapport de forces était véritablement déterminant.

Comment obtenir ce rapport de forces? Oh! rassurez-vous, je ne réveillerai pas de vieilles querelles: doit-on ou ne doit-on pas faire l'action commune? Ce que je veux dire c'est que, avant tout autre chose, il est nécessaire que nous renforçons notre organisation syndicale et là, je le dis très sincèrement, je ne pense pas, et je n'insisterai pas longuement, que la formule ou plutôt que les formules types *travailliste* aient quelque chance de renforcer notre syndicat. Je dirai même qu'elles sont dangereuses.

A Amiens, nous avons souligné que l'adoption du travaillisme nous conduirait rapidement sur les chemins de la politique. Certes, c'est ce que veulent les promoteurs et ils le disent, mais aussi sur les chemins du *Front populaire*. On nous a même reproché ensuite d'avoir calomnié. Nous n'avons pas l'intention de calomnier. Je crois que nous pouvons trouver une confirmation déjà de ce que nous disions dans l'organe même des *Travailleurs*, cet hebdomadaire que vous connaissez tous, qui s'appelle *Demain* et qui, périodiquement nous donne des leçons en syndicalisme, dans lequel nous lisons, sous les photographies de Reynaud de la C.F.T.C., de M. Ardant de la Productivité, du camarade Richard de F.O. et aussi de Pierre Lebrun, avec cette manchette: *«Des sciences-po à l'hérésie politique»*. Je dis en passant que le fait de sortir des sciences politiques ne prouve pas pour autant qu'on soit un militant ouvrier habilité à parler des questions syndicales. (*Applaudissements.*) Mais ce qui m'inquiète, c'est lorsque je lis dans l'article que certaines réactions à la base permettent d'envisager, dans les années qui viennent, un mouvement vers l'unité syndicale, qui serait autre chose qu'une manœuvre communiste, parce qu'il se soustrairait délibérément à toute influence du parti communiste.

En réalité, nos camarades tombent dans l'illusion. Il serait possible, grâce à un rassemblement travailliste, de faire l'unité organique du mouvement syndical. Les Staliniens, pardon, les communistes (soyons précis) étant minoritaires dans la nouvelle organisation. Je le rappelle, on n'oublie qu'une chose, c'est que lorsque la C.G.T.U. a fait l'unité avec la vieille C.G.T., la vieille C.G.T. était majoritaire. Vous savez tous le temps que cela a duré.

Je voudrais maintenant, camarades, vous dire que s'il est nécessaire que nous traduisions les aspirations des travailleurs et aussi que nous définissions les moyens de faire triompher leurs revendications, nous devons aussi dire clairement qu'il y a des conditions à remplir pour qu'il soit possible de satisfaire les revendications. Il est certain qu'il ne sera pas possible de donner satisfaction aux ouvriers aussi longtemps que l'on dépensera un milliard et demi par jour pour le budget de la guerre. C'est clair. Il faut que chacun sache qu'accepter le budget de la guerre coûte un milliard et demi par jour, que c'est condamner tous nos programmes revendicatifs à rester lettre-morte et cela m'amène à traiter un problème délicat qui soulève les passions, et je voudrais le faire, autant que possible, sans passion, le problème de la paix en Algérie, ou de la guerre en Algérie.

Je crois, camarades, voyez-vous, que, certes, c'est vrai, ce n'est pas facile. Ce n'est pas facile parce

que nous savons tous - et il n'est pas besoin d'être allé en Algérie pour le savoir - qu'il y a là-bas deux communautés ethniques différentes: les Européens et les Musulmans. Nous savons aussi que la cohabitation de ces deux communautés pose des problèmes et nous savons qu'actuellement la guerre existe en fait et que nous nous trouvons en présence d'un problème auquel il faut absolument apporter une solution.

Notre mouvement syndical ne peut pas, c'est vrai, se substituer au ministre des Affaires Etrangères et dire dans les détails... (*Protestation des délégués d'Algérie. Le Président réclame le silence.*)

J'avoue, camarades, ne pas comprendre cette explosion de colère. Je répète... (*Violent tumulte des délégués d'Algérie. A nouveau le Président demande le silence.*)

Les délégués d'Algérie: *Le ministre de l'Intérieur...* (Ils répètent «le ministre de l'Intérieur», mais dans le tumulte, Hébert ne peut comprendre.)

Hébert: Je vous en prie, j'ai dit: Notre mouvement syndical ne peut pas se substituer au ministre des Affaires Etrangères. (*Applaudissements de certains délégués; les délégués d'Algérie crient de plus belle: le ministre de l'Intérieur.*)

Hébert: Je m'excuse, camarade. Si j'ai bien compris, il s'agit, de la part de nos camarades d'une manifestation bruyante de patriotisme. Je regrette, mais ils me concéderont le droit, en tant que syndicaliste, de considérer que le problème algérien a dépassé le seul cadre du ministère de l'Intérieur. (*Applaudissements; protestations des délégués d'Algérie.*)

Parce que, voyez-vous, camarades, je ne pense pas... Je prends l'engagement, ici, d'écouter patiemment tout ce qui se dira, y compris les choses les plus désagréables à mon endroit. Mais j'aimerais que nos camarades algériens qui parlent... (*Protestations des délégués d'Algérie.*)

Le Président: Je demande de ne pas passionner le débat, laissez parler l'orateur, vous répondrez ensuite.

Hébert: Disons que nos camarades d'Algérie...

Les délégués d'Algérie: *Français! Français! Algérie Française, Algérie française!* (*Quelques applaudissements.*)

Plusieurs voix: *Mais oui, mais oui!*

Hébert: Nous ne sommes pas chez Pujade, je regrette... Chacun parle ici librement. Camarades, je ne voudrais pas être désagréable et j'admets parfaitement qu'on ne soit pas d'accord avec moi, mais je voudrais rappeler à nos camarades que certains de leurs mots d'ordre s'entendent ailleurs, ils s'entendent chez Pujade... (*Applaudissements*)... Ici, nous sommes dans une organisation ouvrière. (*Applaudissements*). Le caractère qu'ils veulent donner à leurs mots d'ordre est une insulte à la délégation internationale qui est ici, parce que, je pense... (*Applaudissements*) que nous sommes ici entre ouvriers appartenant à une internationale et que nous avons le souci de trouver des solutions qui dépassent le cadre national (*Bra-vos!*)

Camarades, je pense qu'on ne résoudra pas un problème aussi grave, aussi angoissant que le problème algérien seulement par des expédients policiers. Je pense que l'intervention même massive des C.R.S. du ministère de l'Intérieur, appuyée, hélas! par nos pauvres camarades qu'on mobilise pour défendre des intérêts qui ne sont pas toujours les leurs, je le dis en passant.

Une voix: *Assez! Assez!*

Hébert: ...n'est pas suffisante pour régler ce problème et l'intérêt même de la communauté européenne qui existe en Algérie exige que soient définies rapidement les conditions d'une cohabitation fraternelle entre les deux communautés. (*Applaudissements des délégués d'Algérie.*)

Camarades, nous nous trouvons en présence d'un conflit. Vous êtes tous des militants syndicalistes et vous avez eu, dans votre vie, à vous trouver en présence de conflits sociaux.

D'habitude, que fait-on lorsque l'on veut trouver une solution à un conflit, de quelque nature qu'il soit? La logique et le bon sens commandent que ceux qui se battent se réunissent pour essayer de trouver un compromis... (*Une voix: oui, bravo!*)

Il n'est pas possible d'envisager, plus précisément la solution du problème algérien, par l'extermination d'une des parties en présence... (*Dans la salle: non... non... protestations.*)

Un délégué: Voilà le texte à ta disposition.. (Dans la salle: laisse-le parler!)

Hébert: Je voudrais dire, sans démagogie aucune, mais fermement, à nos camarades d'Algérie que la volonté, sinon clairement exprimée mais que nous connaissons tous dans nos U.D., c'est que les travailleurs français sentent parfaitement qu'il y va de leur intérêt et aussi de l'intérêt des populations qui habitent en Algérie de mettre fin rapidement à ce conflit... (Brouhaha dans la salle.)

...Je veux bien que le climat aidant on soit plus passionné en Algérie qu'à Nantes, mais cela me paraît un peu abusif!

Le Président: Je demande du silence, s'il vous plaît.

Hébert: Je voudrais conclure en disant que si nous n'avons pas toujours été d'accord avec les positions prises par la C.I.S.L., si normalement et démocratiquement nous admettons un droit de critique à l'égard de la C.I.S.L. et de ses décisions, je voudrais dire aussi ma confiance dans le Syndicalisme international... (Une voix: lequel?)

Celui de la C.I.S.L., pas celui de la F.S.M. Je donne ma confiance au syndicalisme international et j'espère que les syndicalistes qui sont ici auront à cœur de dire que c'est dans le cadre du syndicalisme, le nôtre et celui auquel nous appartenons de la C.I.S.L., que doivent être dégagées des solutions pour les problèmes qui nous préoccupent actuellement, des solutions qui tiennent compte des intérêts de la classe ouvrière internationale.

C'est pourquoi je dois vous dire que nous sommes absolument en désaccord avec ceux qui, légèrement certainement, ont déclaré qu'il serait possible de demander à la C.G.T.-F.O. de quitter le C.I.S.L. Il n'est pas possible, il n'est pas pensable que nous transposions sur le plan syndical une espèce de maurrassisme qui ne ferait, en définitive, que le jeu des Staliniens de la F.S.M. qui, eux, ont conservé leurs liaisons internationales. (Un délégué: Du charabia...)

Camarades, c'est peut-être un charabia mais c'est le souci que nous avons tous d'essayer, dans le cadre qui est le nôtre, celui du syndicalisme, de trouver des solutions à un problème dramatique.

J'en ai terminé. Comme vous le voyez, mon intervention ne méritait pas ces interruptions bruyantes et je n'ai pas du tout, personne ici n'a l'intention de jeter de l'huile sur le feu. Nous avons trop conscience de la gravité de la situation. Nous avons trop conscience qu'il y va de l'avenir même de la classe ouvrière française, de l'avenir même du syndicalisme, je dirai même de l'avenir de toutes nos libertés.

C'est la raison pour laquelle, ce problème, nous voulons le traiter, non dans le bruit et les cris, mais nous voulons le traiter calmement, avec le souci de voir triompher une solution qui soit conforme aux intérêts du syndicalisme, aux intérêts de la classe ouvrière internationale. (Applaudissements.)

Le Président: Le camarade Richard demande la parole pour un instant, je la lui accorde.

Richard: Simplement quelques mots, chers camarades, pour que notre ami Hébert, qui a les lectures rapides, n'informe pas inexactement le congrès. Il a fait état, tout à l'heure, d'un journal qu'un certain nombre d'entre nous, après tout, ont bien le droit de lire, mais comme il l'a lu vite il vous a informés inexactement. Car s'il y a bien trois photographies...

Hébert: Quatre...

Richard: S'il y a bien trois photographies à la page que voici, elles portent sur un article: "Un plan quinquennal du bien-être", et elles traitent d'un problème purement syndical dont notre Secrétaire général disait lui-même ce matin que nous aurions à l'étudier et à en débattre: le plan social du Gouvernement.

Je ne pense pas qu'en ce domaine nous ayons commis une hérésie en nous préoccupant, en tant que militants syndicalistes, de ce plan social.

Ceci dit ce journal, qui est un hebdomadaire, traite dans un autre article de l'affaire Lebrun, et il donne la photographie de Lebrun, auteur d'une proposition qui était évoquée ce matin.

Je voudrais bien, simplement qu'on ne mélangeât pas les questions et que notre ami Hébert lise moins vite ou soit plus objectif dans ses informations. (Applaudissements.)

Hébert: Je veux simplement faire remarquer au Congrès que si la rédaction en chef du journal *Demain* a adopté pour la disposition des articles et des photographies qui, elles aussi, ont une signification... (Protestations. Dans la salle: à l'ordre du jour!)

Le Président: Inutile de passionner un congrès.

(Applaudissements.)